

## 2 Politique

## Visite du Premier ministre à Precious Woods dans l'Ogooué-Lolo

### Une industrie innovante et valorisant notre bois

M.A.M

Bambidie/Gabon

**Le chef du gouvernement a effectué, lundi, le déplacement de Bambidie pour aller s'imprégner du processus de traitement, production et exportation du bois par la société forestière suisse. Aussi, en a-t-il profité pour toucher du doigt les conditions de vie des quelques six cents employés de l'entreprise.**

**LE** Premier ministre Daniel Ona Ondo a séjourné, lundi et mardi derniers, dans la province de l'Ogooué-Lolo afin de s'enquérir des activités de l'entreprise forestière suisse Precious Woods spécialisée dans la transformation du bois.

Accompagné d'une délégation composée, entre autres, des ministres Blaise Louembe, Pacôme Moubellet Boubeya (originaires de la province), et du ministre délégué aux Eaux et Forêts, Basile Mboumba, le chef du Gouvernement a été accueilli à son arrivée par le gouverneur Félix Befene Bibang et les responsables politico-administratifs locaux. Daniel Ona Ondo a été conduit sur le chantier situé à plus de 50 Km de route non bitumée de Lastoursville par les responsables de la société suisse. Aussitôt arrivé, il a eu droit à une visite guidée des différents compartiments par le directeur du site Philippe Jeanmart. De la scierie spéciale Okoumé à celle spécialement réservée au traitement des bois divers, en passant par les logements des employés, l'hôte de Bambidie a pu s'imprégner du bon déroulement des activités consacrées à la transformation du bois.



Le Premier ministre, le Pr Daniel Ona Ondo à son arrivée à Bambidie.



Le chef du gouvernement écoutant les explications du directeur du site, M. Philippe Jeanmart.



La société Precious Woods emploie plus de 600 personnes, des Gabonais pour la plupart.



Une vue de l'usine de transformation du bois.

Non sans remercier le patron de l'administration gabonaise pour la volonté exprimée de s'y rendre personnellement, le directeur des ressources humaines M. Mounquengui a, tout de même, présenté certaines difficultés que rencontre l'entreprise. Pour cela estime-t-il "la nécessité s'impose d'avoir des infrastructures performantes terrestre, portuaire et ferroviaire, une fourniture électrique suffisante et surtout, une filière de formation pro-

fessionnelle en matière de bois". Dans la même lancée, le directeur du site a souhaité le remboursement des crédits des taxes sur la valeur ajoutée (TVA). Pour sa part, le Premier ministre a dit toute sa satisfaction quant à la qualité du travail qui est effectué, mais aussi les meilleures conditions de vie dans lesquelles se trouvent les agents. En outre, a-t-il indiqué, "cette visite s'inscrit dans le cadre des instructions du chef de l'Etat qui demande au gouverne-

ment de prendre la mesure des avancées sur le terrain des réformes courageuses qu'il a engagées. Je suis venu pour être édifié de la réalité de la création du site de Bambidie, sur la valeur économique, écologique et sociale au profit des investisseurs, des employés, des partenaires ainsi que des communautés locales". Ceci, avant d'énoncer la vision du Gabon en matière de bois. "Notre vision, c'est de faire du Gabon un exportateur de bois certifié porté par une industrie in-

novante valorisant désormais une forêt sous l'aménagement durable. Plus de carbone et de biodiversité pour mieux lutter contre les effets néfastes des changements climatiques", a-t-il ajouté. Aussi, Daniel Ona Ondo s'est-il engagé à mettre à profit son séjour pour "(...) mesurer vos efforts". A noter que Precious Woods qui est installé à Bambidie depuis 1987 est née à Dousala dans la Nyanga en 1946. Avec près de 605 employés dont 595 Gabonais, l'entre-

prise forestière comprend deux usines, une pour le traitement de l'Okoumé avec 2200 m3 débités par mois et l'autre pour la transformation de bois divers qui dégage près de 1300 m3 par mois. Au nombre des réalisations à caractère sociale, Precious Woods a, à son actif, trois dispensaires, une école, une boulangerie, un économat et un camp de près de 400 maisons répartis en quartiers (exécution, agents de maîtrise, cadres).

## Tribune des Partis politiques

### MESP : le réveil de Mouanga Mbandinga

LE secrétaire exécutif du Mouvement d'émancipation socialiste du peuple (MESP), Jean-Victor Mouanga Mbandinga est sorti de son silence en animant, récemment, une conférence de presse au siège de son parti à Akébé-Poteaux, dans le troisième arrondissement de Libreville. Grognard comme à son habitude, il a saisi l'occasion pour décocher des flèches en direction du pouvoir, qu'il accuse d'être à l'origine de la "situation socioéconomique et politique précaire" que connaît le pays. Proposant, pour sortir la tête de l'eau, comme nombre d'autres opposants avant lui, la tenue d'un "dialogue inclusif et sans tabou, sur la base de la justice et de la réconciliation". Lequel réunirait toute la classe politique et la société civile autour d'une table, pour créer les conditions qui feraient que les élections à venir se tiennent dans un "climat de confiance et de paix et dans la transparence".

Dans cette perspective, tout en étant jaloux de son indépendance, le MESP entend néanmoins œuvrer avec toutes les autres

forces de l'opposition. Du moins "Celles qui ne sont pas assises sur deux chaises." Litote. Pour que, en cas de tenue de ce dialogue souhaité par les opposants, les sujets à évoquer puissent porter non seulement sur des questions électorales, mais aussi sur des questions d'intérêt national. Le cas de celles recensées avec les autres partis de l'opposition signataires de la déclaration du 23 mars 2015, portant sur : "la publication des résultats du recensement général de la population de 2013, le retour du scrutin à deux tours pour les élections uninominales par la voie de la révision de l'article 4 de la Constitution ainsi que la limitation à deux des mandats présidentiels". Ce qui exige aussi par ricochet, pense-t-il, la révision de l'article 9 de ladite loi fondamentale. Mais sur : "la démocratisation de la Cour constitutionnelle et de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), le retrait du ministère de l'Intérieur de toutes les prérogatives liées à la gestion des élections, le redécoupage électoral pour une représentation juste et équitable des

électeurs et des populations de même que l'intégration dans le système électoral biométrique du principe de l'interconnexion des bureaux de vote et de l'authentification des électeurs dans les bureaux de vote". Toutes choses qui appellent (de facto) la confection des listes électorales et des cartes d'électeurs "réellement biométriques". En définitive, l'orateur s'est appesanti sur la "moralisation du financement des campagnes électorales qui rend nécessaires : les réductions des frais de caution de candidature de toutes les élections locales, législatives et présidentielles, pour une égalité de chances" (...), le plafonnement et le contrôle des dépenses de campagne afin que tous les candidats partent avec les mêmes chances". Or, déclare aussi le leader du MESP, les questions susmentionnées ne pourront pas être débattues au sein du Conseil national de la démocratie (CND) réhabilité par les plus hautes autorités du pays. Au prétexte, dixit Jean Victor Mouanga Mbandinga, que la configuration actuelle du CND n'obéit plus ni à l'esprit ni à la lettre des Accords

de Paris de 1994. Trituré, selon lui, que cet organe aura été au fond. Du coup, dans son contexte actuel, le CND ne constitue plus, à ses yeux, le cadre approprié pour tenir un éventuel dialogue du genre. Même si, au demeurant, son idée de voir se mettre en place une autre "structure plus large à même de recevoir non seulement les forces politiques nationale, mais aussi la société civile et les observateurs internationaux" apparaît à tout le moins improbable. Non seulement à cause du temps imparti (tant nombreux sont les points à débattre dans cette éventualité et alors que les élections approchent), mais surtout en raison des difficultés qu'éprouvent la majorité et l'opposition à concilier leurs points de vue dans ce sens. Préférant émettre des sons discordants. Ce malgré "l'urgence et la nécessité de ce dialogue inclusif et sans tabou" qui, de l'avis du secrétaire exécutif du MESP, s'impose comme la solution à la "crise multiforme" qui secoue le Gabon.

Par Christian G. KOUIGA